



Interco 29
Section Conseil Général



SOLIDARITE : PUBLICITE MENSONGERE AU CG 29

L'ensemble des organisations syndicales dénonce le décalage entre l'affichage politique et la réalité vécue par les salariés.

Les premières victimes : les usagers.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE Prévention en question

Aujourd'hui : Prévention

Demain - > Ciblage

Bilan et consultations par un médecin de PMI proposé à tous les enfants de 3-4 ans scolarisés	Mise en œuvre de critères : seuls les enfants « ciblés » seront vus par le médecin. Que devient la prévention ?
Consultations de nourrissons libres et gratuites dans les CDAS	Risque de stigmatisation des familles déjà en difficulté.
La femme enceinte peut bénéficier d'un suivi à domicile par une sage-femme ou une puéricultrice Examen du 4 ^{ème} mois de grossesse à la demande des femmes enceintes.	De moins en moins de visites à domicile Examen du 4 ^{ème} mois de grossesse sur dérogation Les familles non repérées ne pourront s'adresser qu'à la médecine libérale ou les hôpitaux.

ENFANCE : Navigation à vue

Réorganisation de la D.E.F.

Réforme de la protection de l'enfance

A marche forcée : aucune anticipation quant aux conséquences sur le personnel Aucun lien véritable entre la Direction où l'on « pense » et celle qui doit « exécuter ». Négation de l'expérience professionnelle acquise Encore 6 personnes sans poste à ce jour.	Des écrits sur les procédures assésés aux équipes mais aucune réflexion sur les pratiques, notamment sur l'élargissement du cadre des interventions et des évaluations. Les conseillers enfance tiennent lieu de fusibles sur cette thématique de l'enfance, qui déborde de toutes parts et que personne ne pilote véritablement.
--	--

ASSISTANTS FAMILIAUX : des professionnels toujours pas comme les autres.

Le discours

La réalité

Un véritable statut professionnel dans les textes. Un plan triennal 2007/2009 pour la mise en place de l'organisation des congés. Une communication du CG de recrutement d'assistants familiaux sur une image valorisée.	Ils ne sont toujours pas reconnus comme salariés à part entière, et sont loin d'être intégrés aux équipes pluri-disciplinaires. Leur statut et leurs revenus restent précaires. La demande et la prise des congés demeurent toujours un problème en 2009. Ils n'ont pas le droit à l'information syndicale.
--	--

INSERTION : Collision prévue

Aujourd'hui

Demain

RMI 12000 bénéficiaires : travail effectué tant bien que mal avec les moyens du bord. Pour le RSA la réflexion est encore une fois effectuée avec les partenaires, sans concertation avec le personnel du CG, tenu complètement dans l'ignorance.	RSA 38000 bénéficiaires...au moins : qu'est-ce qui les attend ? Quel accompagnement ? Par qui ? Avec quels moyens ? Plutôt vérificateurs et contrôleurs que travailleurs sociaux ?
CLLE depuis longtemps surchargées, avec des personnels sous pression.	Comment gérer à moyens constants la précarisation grandissante et la mise en place du RSA ?
Les objectifs des CLLE sont complètement détournés : le lieu d'approche globale des situations d'usagers transformé en usine à procédures.	Un audit interne a été effectué sur les CLLE, quel lien avec la révision du schéma ?
MASP : de nouveau rien n'a été retenu des groupes de travail, refus d'échange avec les représentants des personnels.	Tout a été décidé dans l'urgence et avec un <u>DENI TOTAL</u> de la charge de travail supplémentaire à venir sur les équipes médico-sociales. Quelle sera la place des CESF ?

SCHEMA D'ACTION SOCIALE :

le bilan promis transformé en révision partielle et partielle !

Alors que la réflexion autour du schéma a pris un retard extraordinaire, et que la situation sur les territoires atteint le seuil limite en terme de charge de travail et d'organisation, seules des questions sélectives et orientées sont « proposées » à la réflexion des personnels des territoires.

Et encore une fois, des couches supplémentaires de réflexion sont mises, sans lien entre elles : les audits APA et CLLE. Pour le premier audit, les conclusions amèneront-elles des changements concrets dans la relation entre la Direction PAPH et les territoires et pour le second, les personnels concernés auront-ils ne serait-ce que les résultats ?

On assiste à une multiplication d'audits, d'études en internes tous azimuts, mais quelle est la prise en compte réelle de la parole des salariés de terrain ? Où est la démocratie participative ?

Nous demandons que les travailleurs sociaux, médico-sociaux et administratifs de la Solidarité ne soient plus au service des dispositifs **mais au service des usagers !!!!**

En ces temps de crise, il est plus que jamais nécessaire que le conseil général développe une politique ambitieuse de prévention !

**Et le personnel dans tout ça ?
pour l'instant il rame !
mais jusqu'à quand et pour aller où ?**

Nous appelons le **personnel** des Directions Solidarité à venir en parler

le jeudi **30 Avril** 2009 de 9H30 à 12H00

au centre archéologique du **FAOU**